



Source : <http://www.sortirdunucleaire.org/Les-agrocarburants-ca-ne-nourrit>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°41 > **"Les agrocarburants, ça ne nourrit pas son monde"**

**1er février 2009**

## **"Les agrocarburants, ça ne nourrit pas son monde"**

**Les agrocarburants, une solution miracle ? Bien au contraire... Nos partenaires du Sud s'alarment des impacts catastrophiques d'un développement à grande échelle des agrocarburants et à tous les niveaux : environnemental, social et alimentaire.**

Roulez vert ! Tel est le maître mot des industriels qui font la promotion des agrocarburants, relayés par les gouvernements des pays du Nord et les dirigeants de l'Union européenne (UE). Le raisonnement des industriels est simple : pendant leur croissance, les végétaux utilisés pour la fabrication de ces agrocarburants captent du carbone dans l'air, qui est ensuite relâché lors de la combustion dans les moteurs...

La réalité est moins réjouissante. Ces calculs laissent en effet de côté les rejets survenus tout au long de la filière de production. Car, de la culture des végétaux à la sortie de l'usine, la production d'agrocarburants nécessite un apport d'énergie important. En outre, l'agriculture intensive européenne est très mécanisée et nécessite force engrais et pesticides. Chaque hectare de colza absorbe 170 kilogrammes d'engrais azoté qui, en s'oxydant dans l'air, rejette un gaz au pouvoir réchauffant 300 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub>.(1)

Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg ! Pour atteindre ses objectifs de consommation, l'UE prévoit d'importer massivement des produits agricoles en provenance des pays du Sud.(2) Le Brésil et l'Indonésie se positionnent d'ores et déjà pour alimenter le marché mondial. L'Afrique suit. Dans le même temps, des millions d'hectares de forêt primaire, de tourbière et de savane laissent la place aux nouvelles cultures énergétiques, conduisant ainsi à la disparition des moyens de subsistance de millions de personnes.

### **Désastre écologique donc, mais également humain**

"232 kilos de maïs sont nécessaires pour produire 50 litres d'éthanol, soit l'équivalent en calories pour nourrir un enfant pendant un an", dénonce Jean Ziegler (3). Or plus de 920 millions de personnes souffrent de la faim depuis des décennies. En détournant des quantités colossales de cultures alimentaires, la production d'agrocarburant dans les pays du Nord a contribué à 30 % au moins de

l'augmentation des prix des produits alimentaires mondiaux ces derniers mois.

Et ce n'est qu'un début : selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation d'agrocarburants devrait être multipliée par dix d'ici à 2030 si les pays riches poursuivent leurs objectifs(4). En fixant des quotas contraignants de consommation, l'UE crée un marché artificiel qui attise les convoitises des multinationales du Nord et de certains gouvernements du Sud. Il s'ensuit une véritable ruée vers cet "or vert" dans les pays en développement, qui favorise les monocultures d'exportation aux dépens de l'agriculture familiale et vivrière.

Déplacement de population, expropriations(5), conditions de travail déplorables sur les plantations, le modèle agro-industriel est trop souvent caractérisé par des abus en matière de droits humains dans les pays en développement. Pourtant, pour les populations rurales des pays du Sud, la production d'agrocarburants destinés à la consommation locale peut rendre possible l'accès à l'énergie(6). Produits à petite échelle en association avec des cultures vivrières, les agrocarburants pourraient renforcer une agriculture de proximité, source de revenus. Mais ce n'est pas ce type de culture qui est mis en avant par l'Europe !

### **Agir avant qu'il ne soit trop tard !**

Les associations écologistes ont été les premières à se mobiliser pour dénoncer les conséquences catastrophiques de la production des agrocarburants à grande échelle. Aujourd'hui, Oxfam France – Agir ici et ses partenaires – le CCFD, les Amis de la Terre et de organisations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine –, élargissent le débat en mettant en exergue l'impact des agrocarburants sur les populations du Sud, le respect des droits humains et du droit à l'alimentation. Seule une action conjointe permettra d'infléchir la politique de l'Union européenne. Cette campagne est soutenue et relayée par une vingtaine d'organisations françaises, dont le Réseau "Sortir du nucléaire".

Signez et faites signer autour de vous les cartes d'interpellation de la campagne "Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde" ! Faites connaître le site de la campagne [www.agrocarb.fr!](http://www.agrocarb.fr!)

**"La production des agrocarburants va inciter les agriculteurs à affecter moins de terres à la production d'aliments pour favoriser cette culture de rente."**

**La parole à l'un de nos partenaires de la campagne : l'organisation syndicale Synergie paysanne au Bénin par la voix de Nestor Mahinou, son secrétaire exécutif.**

*"Si certains pays trouvent légitime de produire les agrocarburants afin de réduire leur dépendance énergétique, rien ne serait pire que d'en faire un marché mondial, donnant la priorité aux réservoirs des voitures au détriment du ventre des pauvres. C'est pourtant ce que compte faire l'Union européenne : elle envisage en effet d'incorporer 10% d'agrocarburants aux carburants fossiles dans le secteur des transports d'ici à 2020. Pour ce faire, elle aura besoin des cultures provenant des pays en développement, ce qui fait peser de lourdes menaces sur la souveraineté alimentaire.*

*Au Bénin, les conséquences de l'exploitation agricole à des fins non alimentaires se font déjà sentir. Dans le nord du pays, dans la région de Banikoara, les agriculteurs ont abandonné les cultures vivrières au profit du coton et des arachides. La population, qui subvenait à ses besoins alimentaires, dépend maintenant des programmes d'assistance, notamment du Programme alimentaire mondial et des Églises. Avec le développement de cultures à vocation énergétique, cette situation risque de se généraliser. C'est d'autant plus choquant que la production alimentaire locale est déjà insuffisante au Bénin et que nous connaissons une croissance démographique fulgurante, notamment dans les zones urbaines.*

*Notre objectif est d'abord d'informer les communautés locales et les organisations paysannes, puis d'agir sur les politiques afin que l'accent soit mis sur la promotion d'une agriculture durable et écologiquement saine. Mais pour être efficaces, nous devons également agir sur les causes : la politique européenne de développement des agrocarburants. Le partenariat développé dans le cadre de la campagne constitue une véritable opportunité pour faire part de notre point de vue dans le plaidoyer du Nord."*

### **Pour en savoir plus**

Le site Internet de la campagne : [www.agrocarb.fr](http://www.agrocarb.fr)

Le dossier complémentaire de la campagne : à télécharger sur [www.agrocarb.fr](http://www.agrocarb.fr)

### **Le leurre de la "deuxième génération"**

Les agrocarburants sont présentés par les industriels comme transition douloureuse mais nécessaire vers des agrocarburants de deuxième génération, qui n'utiliseraient pas la partie alimentaire de la plante.

Dans la réalité, les technologies utilisées n'empruntent rien à celles des agrocarburants de première génération et les premiers essais sont loin d'être concluants : l'usine pilote au Japon produira 1,4 millions de litres d'agroéthanol avec 48 000 tonnes de bois, soit 43 kilos de bois par kilo d'éthanol ! Cette deuxième génération entrera donc également en concurrence avec la production vivrière en détournant terres, eau et intrants des cultures alimentaires.

En attendant, ces arguments détournent les pouvoirs publics des véritables problèmes : la réduction de la consommation énergétique dans le domaine des transports.

### **Du bon usage des agrocarburants : les "filiales de proximité"**

Aujourd'hui 1,6 milliard de personnes dans le monde sont privées d'électricité. La fracture énergétique est encore plus grande en milieu rural, qui souffre cruellement du manque d'accès à l'énergie. Or, produits et consommés localement, développés en "filiales de proximité" et à petite échelle, les agrocarburants peuvent permettre la mise en place de nouveaux services énergétiques : électrification, mécanisation d'activités domestiques ou productives (moulins ou pompes à eau). Cette production de combustible a un potentiel important pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, lorsqu'elle est développée dans le respect des agricultures familiales et en association avec les cultures alimentaires. L'utilisation de technologies simples, peu coûteuses, appropriables par les petits agriculteurs et sans danger pour la santé humaine, est la seule crédible.

**Jean-Denis Crola**

### **Responsable de la campagne**

**"Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde" chez Oxfam France - Agir ici**

**[jdcrola@oxfamfrance.org](mailto:jdcrola@oxfamfrance.org)**

1. Le Canard Enchaîné, "Colza, tournesol : ça ne baigne pas dans l'huile", mercredi 30 juillet 2008

2. C'est que qu'affirme sans ambages le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson : <http://www.euractiv.com/fr/commerce/biocarburants-commerce-durabilite/article-171967>

3. Ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation (des populations) du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations-Unies de 2000 à mars 2008.

4. L'Union européenne prévoit d'incorporer 10 % d'agrocarburants dans les carburants fossiles pour les transports d'ici à 2020.

La France s'est fixé des objectifs plus ambitieux : 7 % en 2010 et 10 % en 2015.

5. D'après le Forum permanent des Nations Unies sur les questions indigènes qui s'est prononcé sur la question en 2008, 60 millions de personnes (dont 5 millions en Indonésie) risquent d'être expropriées du fait de l'expansion des cultures d'agrocarburants.

6. Car les populations rurales souffrent d'un accès limité et aléatoire à l'énergie : dans les pays d'Afrique de l'ouest bénéficiant du meilleur taux d'électrification, seule 7% de la population rurale a accès à l'électricité contre 40% en moyenne en ville.